

REUNION SUITE AU CT DO DU 9 MAI 2019

CT DO épisode III : encore un rendez-vous manqué...

Remise en cause des calculs de BO, effectifs et objectifs de gestion

L'annonce lors du dernier GS32H de la mise en gestion de la quasi-totalité des terrains (APP et TWR) n'aurait pas pour objectif la recherche systématique d'ETP pour alimenter les CRNA... selon la DO... alors pourquoi ? Nous avons cherché à comprendre.

La DO part du constat que les CRNA n'ont jamais eu de BO définis sur lesquels s'appuyer pour définir l'alimentation de ces centres. Le résultat parle de lui-même !!!

En conséquence et selon une logique qui lui est propre, la DO déclare donc que les autres organismes qui ont jusque-là pu profiter de BO « protecteurs » devront maintenant s'en passer. Les terrains en sous-effectif chronique apprécieront !!!

L'**objectif de gestion** (autrement appelé « gestion rigoureuse » par la DO) est né...

Dans quel but ? Réduire les effectifs affectés dans les TWR et les APP pour pouvoir les réaffecter ailleurs : déclassement futur d'APP pour les TSEEAC (ou peut-être en RTC ???) et CRNA pour les ICNA (en réduisant la mobilité vers les APP).

Car malgré les dénégations de la DO l'unique but est là : gérer la crise en gagnant des ETP partout...

Il faut faire vite... et la méthode est brutale :

- ✓ sans concertation : de l'encadrement local ou des représentants des personnels,
- ✓ en utilisant des bases de calculs contestables : ACCA à 50% dans le TDS, temps d'ouverture et de fermeture parfois oubliés, utilisation abusive des statistiques PO radio etc...,
- ✓ avec des conséquences désastreuses sur le service rendu : réduction des horaires d'ouverture, réduction de l'armement des positions, mais aussi augmentation des délais en APP par manque d'effectifs qualifiés, dévalorisation de la fonction d'Adjoint Chef CA devenu un ½ contrôleur en priorité, le reste de ses fonctions s'il a le temps...

FO continuera de s'opposer à cette méthode de gestion qui n'est pas une solution viable et qui met maintenant en grande difficulté les TWR et les APP en plus des CRNA. Seul un recrutement conséquent, TSEEAC et ICNA, pourra résoudre la crise actuelle. Et c'est aussi à la DO de le défendre...

Questions posées par FO

Évidemment, cette gestion de la pénurie va avoir des conséquences sur le temps de travail des contrôleurs. La DO ne cache pas sa volonté d'amener les « ressources disponibles » au taquet des possibilités de la réglementation, que ce soit en termes de nombre de vacations ou de nombre d'heures effectuées. C'est la « rationalisation de la gestion de la ressource » !

Mais le problème principal, c'est que la réglementation n'est pas toujours très claire, et laisse place à toutes les interprétations possibles... En particulier, la définition du temps de travail étant floue, il est loisible à chacun d'y mettre ce qu'il veut en fonction des besoins opérationnels (terme à bannir !), en fonction de ses « objectifs de gestion » !! Ainsi, par exemple, sur un organisme, 32 heures maximum 36 seront entendus comme un « temps de tenue de poste », ailleurs ils seront compris comme « le temps de travail », en intégrant l'ensemble des tâches qui nous incombent... Heureusement, l'instruction ADH 002 de 2003 a une réponse : il s'agit d'un « temps de présence », notion inexistante en droit...



Les questions qui nous remontent des organismes depuis des années sont trop nombreuses pour être listées ici, mais FO y reviendra...

Surtout, les vieilles instructions de 2003 qui ont en théorie pour but de faciliter l'application des textes leur sont souvent contraire (même SDRH en a convenu !), et elles ne sont plus adaptées à un contexte de pénurie organisée.

En conséquence, pour FO, la nouvelle méthode de gestion de la DO est l'occasion de remettre sur la table l'interprétation des textes, et surtout d'harmoniser les pratiques ! Nous avons donc demandé à ce qu'une note d'information technique soit adoptée, en remplacement des anciennes instructions. La DO a répondu : elle se contentera, « dans un premier temps », d'une foire aux questions à destination de l'encadrement local, et peu importe la valeur juridique de cette FAQ !!! **On laissera donc les organismes dans le flou**, sans parler des contrôleurs qui bien sûr, n'auront pas accès à cette FAQ !!

Pour FO, le flou entretenu en matière règlementaire soutient le flou organisé en matière de gestion par objectif. En se laissant toute marge d'interprétation dans l'application des textes, la DO se laisse l'opportunité de baisser la ressource en contraignant les contrôleurs au maximum possible du temps de travail. Mais il y a des limites à ne pas dépasser, car nous sommes ici au cœur des droits de base des contrôleurs. FO y veillera fermement.

Vos représentants SNNA-FO : Laurent NOTEBAERT Raynald DROLEZ Anne GIACOMETTI-LIZOT

***Vous souhaitez défendre l'avenir des services et des personnels de la DGAC ?
REJOIGNEZ LE SNNA-FO !***

Nom & Prénom :	
Date de naissance :	A....., le.....
Corps :	Signature
Affectation :	
Adresse professionnelle :	
☎ :	A renvoyer par fax 05 57 92 84 87, par mail ou par courrier : SNNA-FO, DSAC/SO, Aéroport- Bloc Technique - TSA 95003 - 33688 MERIGNAC Cedex
Portable :	
Email :	

